

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;  
Vu le Code de la Route ;  
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules rue O'Quin, pour permettre le stationnement des véhicules de la Police Nationale en raison des travaux dans l'Hôtel de Police ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> - Du Lundi 06 Février 2023 au Vendredi 29 Décembre 2023**, le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros 6 , 7 et 9 rue O'Quin, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les véhicules de la Police Nationale.

**ARTICLE 2** – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place, **les panneaux de type B6a1** interdisant le stationnement des véhicules. Les services de la Police Nationale seront responsable de cette signalisation et seront tenus de s'assurer de son maintien sur place durant les 48 heures précédant l'occupation.

**ARTICLE 3** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 65**– Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.



**Sandrine LISO**

Pour le Maire et par délégation  
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public